

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 31754**

Intitulé

MASTER : MASTER Droit, économie, gestion, Mention Droit privé,

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Rennes I	Président de l'université de Rennes I, Recteur Chancelier des universités

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1969)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques, 128g Droit fiscal ; Droit des affaires ; Droit pénal ; Droit de l'environnement ; Droit de la santé ; Droit de la sécurité et de la défense ; Droit du transport etc, 345t Instruction, plaidoirie, élaboration des documents juridiques et notariaux

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

- Veille juridique et information sur les évolutions
 - Audit et expertise juridique
 - Etablissement d'actes juridiques
 - Négociation, rédaction et gestion de contrats
 - Elaboration de stratégies précontentieuses
 - Gestion des contentieux contractuel, judiciaire ou arbitral
 - Médiation civile et pénale
 - Conseil juridique aux entreprises
 - Recherche juridique
 - Accompagnement à la transformation digitale des entreprises
 - Traitement d'une situation contentieuse ou non soumise au droit anglais
 - Maîtriser le droit commun et au moins un domaine de droit spécialisé (droit civil ; droit pénal et procédure pénale ; droit des affaires ; droit du numérique)
 - Assurer une veille réglementaire en droit, généraliste ou spécialisée
 - Se documenter sur le droit applicable
 - Informer sur le droit applicable
 - Mener en autonomie des expertises juridiques en droit commun ou spécialisé
 - Analyser une problématique juridique et construire une réponse adaptée
 - Evaluer les solutions juridiques envisageables et apporter son conseil
 - Evaluer les solutions juridiques envisageables et mener une médiation
 - Construire des modèles de prévention/ résolution des litiges intégrant les différentes parties
 - Rédiger des contrats répondant aux besoins des particuliers et/ou des entreprises
 - Réaliser des démarches juridiques auprès d'organismes publics ou privés
 - Prendre en compte les risques liés à l'activité entrepreneuriale
 - Effectuer une recherche approfondie en droit
 - Sensibiliser les équipes R&D et opérationnelles aux enjeux stratégiques de la transformation digitale et de la gestion des actifs immatériels
 - Elaborer une stratégie judiciaire en cas de contentieux et suivre les procédures engagées
 - Comprendre les enjeux technologiques pour élaborer une stratégie juridique
 - Réaliser la mise en conformité RGPD
 - Traiter une question juridique, contentieuse ou non, soumise au droit anglais
- Compétences pré-professionnelles*
- Se situer dans un environnement socio-professionnel et interculturel, national et international, pour s'adapter et prendre des initiatives
 - Identifier le processus de production, de diffusion et de valorisation des savoirs.
 - Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale.
 - Travailler en équipe et en réseau ainsi qu'en autonomie et responsabilité au service d'un projet
 - Identifier et situer les champs professionnels potentiellement en relation avec les acquis de la mention ainsi que les parcours possibles pour y accéder.
 - Caractériser et valoriser son identité, ses compétences et son projet professionnel en fonction d'un contexte.
 - Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique

Compétences transversales

- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Actualiser ses connaissances par une veille dans son domaine, en relation avec l'état de la recherche et l'évolution de la réglementation
- Evaluer et s'autoévaluer dans une démarche qualité
- S'adapter à différents contextes socio-professionnels et interculturels, nationaux et internationaux
- Rédiger des cahiers des charges, des rapports, des synthèses et des bilans,
- Communiquer par oral et par écrit, de façon claire et non-ambiguë, en français et dans au moins une langue étrangère, et dans un registre adapté à un public de spécialistes ou de non-spécialistes
- Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information de manière adaptée ainsi que pour collaborer en interne et en externe

Chaque mention peut être déclinée en parcours (anciennement spécialités) permettant d'acquérir des compétences complémentaires. Pour plus d'information, se reporter aux liens renvoyant sur les sites des différentes universités habilités/accréditées.

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

- J - Information et communication
- K - Activités financières et d'assurance
- L - Activités immobilières
- M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques
- N - Activités de services administratifs et de soutien

- Juriste en cabinet d'expertise, en cabinet d'avocats ou en cabinet de conseil en propriété industrielle
- Juriste en services pénitentiaires
- Conseiller juridique
- Contract manager
- Gestionnaire de litiges
- Adjoint au responsable administratif et financier
- Adjoint au directeur juridique
- Chargé d'études juridiques
- Médiateur civil ou pénal
- Lobbyiste/chargé d'affaires publiques
- Juriste d'entreprise généraliste ou spécialisé
- Juriste de banque, d'assurance ou de finance
- Chercheur dans le domaine juridique

Codes des fiches ROME les plus proches :

- C1205** : Conseil en gestion de patrimoine financier
- K1902** : Collaboration juridique
- K1903** : Défense et conseil juridique
- K2401** : Recherche en sciences de l'homme et de la société
- M1205** : Direction administrative et financière

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Les modalités du contrôle permettent de vérifier l'acquisition de l'ensemble des aptitudes, connaissances et compétences constitutives du diplôme. Celles-ci sont appréciées soit par un contrôle continu et régulier, soit par un examen terminal, soit par ces deux modes de contrôle combinés.

Chaque ensemble d'enseignements a une valeur définie en crédits européens (ECTS). Pour l'obtention du grade de master, une référence commune est fixée correspondant à l'acquisition de 120 ECTS au-delà du grade de licence.

Durée des composantes acquises : Illimitée

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA
CERTIFICATION

QUINON

COMPOSITION DES JURYS

Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X		jury d'enseignants-chercheurs désigné par le Président de l'université de Rennes 1
En contrat d'apprentissage		X	
Après un parcours de formation continue	X		jury d'enseignants-chercheurs désigné par le Président de l'université de Rennes 1
En contrat de professionnalisation	X		jury d'enseignants-chercheurs désigné par le Président de l'université de Rennes 1
Par candidature individuelle	X		jury d'enseignants-chercheurs désigné par le Président de l'université de Rennes 1
Par expérience dispositif VAE prévu en 2002	X		Composition du jury votée par l'Université

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

- Arrêté du 22 janvier 2014 fixant les modalités d'accréditation d'établissements d'enseignement supérieur
- Arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master
- Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master, publié au J.O du 27 avril 2002
- Arrêté du 4 février 2014 fixant la nomenclature des mentions du diplôme national de master
- Arrêté du 30 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 29 juin 2017 accréditant l'université de Rennes1 en vue de la délivrance de diplômes nationaux

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

- **Décret VAE - Code de l'éducation : article L 613-3 modifié par la loi n° 2015-366 du 31 mars 2015**
- **Décret n° 2017-1135 du 4 juillet 2017 relatif à la mise en œuvre de la validation des acquis de l'expérience**

Références autres :

Pour plus d'informations

Statistiques :

Autres sources d'information :

<https://formation-continue.univ-rennes1.fr/>

<http://www.droit.univ-rennes1.fr/>

[Université Rennes 1](#)

[Faculté de droit et de science politique](#)

[SOIE \(Service Orientation Insertion Entreprise\)](#)

Lieu(x) de certification :

Université Rennes I : Bretagne - Ille-et-Vilaine (35) [Rennes]

Université Rennes 1

2, rue du Thabor

CS 46510

35065 Rennes Cedex

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Faculté de droit et de science politique

9, rue Jean Macé

CS 54203

35042 Rennes Cedex

Téléphone : 02 23 23 38 86

Historique de la certification :

Certification précédente : Droit, économie, gestion, mention droit privé, spécialité droit privé général